

Initiatives ministérielles

Nous savons que notre nouvelle économie ne va pas fonctionner si nous essayons de reproduire ce que nous avons fait dans le passé. Rien ne nous empêche de nous lancer dans cette nouvelle ère économique avec confiance, car nous pouvons être compétitifs sur le marché mondial. Cependant, pour y parvenir, nous devons viser l'excellence dans tout ce que nous entreprenons.

M. Dennis J. Mills (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, comme toujours, j'aime écouter le député quand il parle de l'économie.

Je voudrais me concentrer sur une remarque très précise que le député a faite. Il a dit que nous devons faire des investissements stratégiques dans des idées. Il y a plusieurs années, nous avons, en tant que gouvernement, fait un investissement stratégique dans l'industrie de l'automobile au Canada.

Nous avons utilisé l'argent des contribuables pour créer un secteur de l'économie reconnu aujourd'hui comme l'un des meilleurs du monde. Nous pouvons nous lancer dans des coentreprises avec Mercedes-Benz, avec les Japonais, et avec d'autres. Nous avons utilisé l'argent des contribuables pour un investissement stratégique. Le député l'a reconnu.

Ma question au député est celle-ci: dans quels secteurs de l'économie le député suggère-t-il que nous fassions des investissements stratégiques aujourd'hui?

M. McClelland: Monsieur le Président, l'investissement stratégique auquel le député fait allusion est le Pacte de l'automobile. Ce pacte a vu le jour parce que le Canada, qui importait toutes ses automobiles des États-Unis, a pensé que ce ne serait pas une mauvaise idée d'en fabriquer une partie ici.

Nous avons donc conclu le Pacte de l'automobile qui, comme le député le sait, a presque failli mourir. Cet accord a eu du mal à se concrétiser. Le Pacte de l'automobile, signé il y a 35 ans, a été, à mon avis, un investissement stratégique très valable.

Quelles sortes d'investissements stratégiques devrions-nous faire aujourd'hui? À mon avis, nous devrions investir dans nos universités, dans la recherche et le développement, dans les collèges. Nous sommes en train d'examiner toutes sortes de possibilités.

Le Conseil national de recherches du Canada a un budget annuel de l'ordre de 450 millions de dollars. Imaginez que cette somme soit en quelque sorte investie dans les universités et qu'au lieu de rapporter 450 millions de dollars, cela nous rapporte un milliard de dollars. Nous investirions dans ceux qui sont capables d'apporter quelque chose de concret. Il y a là des gens qui font des choses, qui innover, qui transfèrent cette technologie et qui l'appliquent.

L'autoroute électronique est un autre secteur que nous devons examiner. Il y a des années de cela, la communication au Canada était assurée par bateau, par train. Est ensuite arrivée l'ère de l'aviation. Nous avons aménagé partout des aéroports dont nous essayons désespérément aujourd'hui de nous débar-

asser. Cependant, nous en avons besoin à l'époque pour les communications.

• (1355)

Notre avenir dépendra de notre capacité d'innover et de faire appel aux ressources intellectuelles de tous les citoyens, ceux qui travaillent chez eux, dans leur bureau, les entreprises et les universités. Il y a actuellement des gens qui ont un véritable engouement pour leur ordinateur, des gens qui au Canada pourraient bien détenir le secret dont nous avons absolument besoin pour faire fonctionner le reste. Nous devons relier entre elles toutes ces ressources intellectuelles. C'est le genre d'innovation et d'initiative gouvernementale stratégique qui, à mon avis, serait valable.

[Français]

M. Nic Leblanc (Longueuil, BQ): Monsieur le Président, le député a parlé beaucoup d'efficacité, de productivité et d'arrangements stratégiques. Il n'a pas parlé beaucoup des énormes dépenses faites par le gouvernement fédéral concernant la formation de la main-d'oeuvre. On sait que le gouvernement fédéral gaspille probablement un ou deux milliards de dollars par année en formation de main-d'oeuvre mal dirigée. Quand on sait que ce sont les provinces qui sont responsables de la formation, l'ingérence du gouvernement fédéral dans la formation fait en sorte qu'il y a un gaspillage énorme.

Je pense que si on continue en ce sens, on risque beaucoup de ne pas être compétitifs, justement, avec les autres pays du monde. Je suis tout en faveur du libre-échange, de l'ouverture des marchés dans le monde, mais pour y faire face, il faut absolument que nos gens soient bien formés. Il n'a pas parlé beaucoup de cela et j'aimerais qu'il donne plus de détails sur ce sujet, au niveau de la formation de la main-d'oeuvre, de l'ingérence du fédéral dans ce domaine, de l'inefficacité que cela apporte et qui risque de nuire énormément à notre expansion.

[Traduction]

M. McClelland: Monsieur le Président, je voudrais remercier le député de me donner l'occasion de dire quelques mots au sujet de la formation de la main-d'oeuvre. Le Bloc québécois aime bien parler de double emploi et de chevauchements.

Que le Bloc québécois réussisse ou non à séparer le Québec du reste du Canada, et j'espère sincèrement qu'il n'y parviendra pas, mais qu'il réussisse ou non à le faire, nous devrions déléguer les responsabilités au niveau le plus près possible des gens qui vont faire appel à ces responsabilités.

Si un travail peut être fait par le gouvernement fédéral mais pourrait être encore mieux fait par une administration municipale, c'est l'administration municipale qui devrait s'en occuper.

Le Président: Comme il est 14 heures, conformément au paragraphe 30(5) du Règlement, la Chambre passe maintenant aux déclarations de députés prévues à l'article 31 du Règlement.